

Comités d'entreprise

Un marché pas comme les autres

Les comités d'entreprise sont aussi des “centrales d'achat”, mais à leur manière.



Lire
en format journal

26 000 comités d'entreprise dans le privé, 4 000 amicales – comités d'œuvre sociale (COS), comités d'action sociale (CAS) dans le public –... Le potentiel commercial d'un tel marché a de quoi intéresser fournisseurs et prestataires de services. Ceux-ci rivalisent d'ailleurs d'imagination pour séduire les CE, qui parviennent à maintenir leurs activités sociales et culturelles en dépit d'une conjoncture morose. Mais les représentants du personnel ne sont pas vraiment des clients comme les autres. Pas forcément formés à la négociation, ils tentent de trouver l'équilibre entre satisfaction des salariés et respect des contraintes budgétaires. Pour ces clients particuliers, la stratégie des fournisseurs pour s'imposer sur ce marché très concurrentiel est donc singulière. Etat des lieux d'un marché unique, qui reste attractif malgré la crise.

Par Claire Agneau

La simplification administrative est incontestablement demandée par tous”, souligne Dominique Menotti, le coprésident de l'UNEJ. Certains produits destinés aux comités d'entreprise se fondent même exclusivement sur l'image de modernité et d'efficacité que véhicule Internet. C'est le cas de “Maxicheque”, un chèque-cadeau totalement dématérialisé, qui s'achète en ligne, est envoyé aux bénéficiaires par mail et donne uniquement accès à des produits vendus sur Internet. “Pour les CE, nous nous inscrivons dans une logique de réduction des coûts. Un chèque-cadeau en ligne supprime les risques de perte, de vol, ainsi que les frais de gestion”, détaille ainsi Guillaume Dethan, le fondateur de “Maxichèque”. L'offre semble donc plutôt s'adapter aux exigences de simplification et d'accélération des procédures d'achat réclamées par les CE. Charge à chacun d'entre eux, en fonction de sa taille et de son contexte économique, de miser sur les types de produits propres à maintenir le fragile équilibre entre impératifs budgétaires et attentes sociales fortes de la part des salariés.